

Impact du triple choc sur les besoins humanitaires des habitants de Carrefour, Delmas et Cité-Soleil

Haïti, MSNA 2022, Volet Qualitatif
Mars, 2023

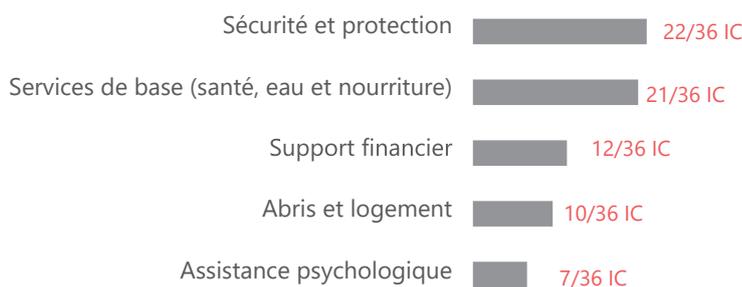
MESSAGES CLÉS

- Parmi les trois chocs (crise sécuritaire, choléra et crise de carburant), la **crise sécuritaire** est le choc qui a l'impact majeur sur les conditions de vie des habitants des trois communes évaluées.
- Au-delà des besoins en santé, eau et nourriture, les habitants des trois communes expriment des besoins prioritaires en **protection** et **assistance psychologique**.
- Les femmes sont touchées par les restrictions de mouvement dûes à l'insécurité. De plus, les affrontements entre gangs armés ont causé une augmentation des cas de violence basées sur le genre.

97%

des ménages de Carrefour ont rapporté qu'ils n'ont pas reçu d'assistance humanitaire dans les 12 mois précédent la collecte de données quantitatives (94% des ménages de Delmas et 92% des ménages de Cité-Soleil)¹.

Top 5 des besoins prioritaires - nombre d'IC (informateurs-clés) ayant rapporté chaque besoin prioritaire :



Connaissance des mécanismes de retour de plaintes et des différents types d'aide :

17/36 IC ont rapporté que les habitants n'ont pas connaissance des mécanismes de retour de plainte, 12/36 ont rapporté que les habitants en ont connaissance et 7/36 des IC ont rapporté ne pas savoir si oui ou non les habitants ont connaissance de ces mécanismes.

21/36 IC ont rapporté que les habitants n'ont pas connaissance des différents types d'aide, 7/36 ont rapporté que les habitants ont connaissance, 7/36 ont rapporté ne pas savoir si les habitants le savent ou pas, 1/36 a rapporté qu'il croit qu'il n'y a pas d'aide.

CONTEXTE

De septembre à décembre 2022, les habitants de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince ont fait face aux effets combinés de trois chocs majeurs : la crise sécuritaire, la crise du carburant et l'épidémie de choléra. L'étendue du contrôle des gangs armés sur la ZMPAP a atteint un niveau jamais enregistré auparavant, et les communes de Cité-Soleil, Carrefour et Delmas sont particulièrement touchées par l'insécurité liée aux affrontements². Combinée à l'insécurité, la crise du carburant a engendré une augmentation générale du coût de la vie qui a amplifié davantage l'appauvrissement général des populations. L'accès aux services de base et à l'assistance humanitaire a été limité, ce qui a rendu les populations particulièrement vulnérables à la propagation du choléra³. Au moment de la collecte de données et pour la première fois en Haïti, 5% des ménages de Cité-Soleil (19,206) étaient classés en phase 5 de l'IPC⁴.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Objectifs de la recherche

- Évaluer l'impact du triple choc sur la sévérité des besoins humanitaires des habitants de Cité-Soleil, Delmas et Carrefour.
- Informer sur les enjeux de redevabilité et les perceptions vis-à-vis de l'aide des habitants des 3 communes.

MÉTHODOLOGIE:

Du 28 novembre au 6 décembre 2022, 36 entretiens téléphoniques ont été conduits auprès de trois types d'IC : les organisations communautaires de base (OCB), les organisations de femmes (OF) et le secteur économique (SE), soit 12 entretiens pour chaque type d'IC. Les résultats du composant qualitatif sont indicatifs. Certains résultats du composant quantitatif de la MSNA 2022⁵ sont aussi présentés pour contextualiser ces résultats qualitatifs.

CRISE SÉCURITAIRE

De septembre à décembre 2022 la situation s'est encore dégradée pour les habitants de **la ZMPAP** qui font face à une crise sécuritaire qui se caractérise par des **disparitions et kidnappings, des meurtres, des violences sexuelles, des restrictions de mouvement et des pillages ou vols**¹. Dans les communes de Carrefour, Cité-Soleil et Delmas, cette crise a causé **un ralentissement général des activités économiques et un appauvrissement de la population** tout en réduisant l'accès aux services de base selon ce qu'ont rapporté 10/36 IC. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans la mesure où les **cas de violences basées sur le genre** ont augmenté considérablement². La crise sécuritaire a impacté **la santé mentale** des habitants des trois communes qui expriment des besoins grandissants en soutien psychologique.

13/36 IC ont rapporté qu'il est impossible d'effectuer des transactions économiques à cause du contexte sécuritaire actuel.

4/12 IC ont rapporté des problèmes de santé mentale en lien avec l'insécurité.

Selon plusieurs IC du secteur économique (SE)³, la crise sécuritaire paralyse différents secteurs d'activité dont les **marchés de rue, le transport, la pêche et la restauration**. Un tiers des IC du SE (4/12) ont rapporté que plusieurs entreprises ont dû **fermer leurs portes** ou compresser les horaires de travail des employés. Plus de la moitié des ICs du SE (7/12) ont rapporté des difficultés à effectuer des transactions dans la mesure où il est difficile de se déplacer pour l'achat de marchandises ou d'importer des marchandises. Un quart des IC du SE (3/12) et 2 IC sur 12 des organisations sociales communautaires (OSC) ont rapporté que les habitants des communes **vivent dans la peur** des actes de banditisme : les chauffeurs de transport en commun limitent leur circulation de peur de se faire abattre et les propriétaires d'appartements évitent de louer des appartements à des déplacés venant des zones de conflit. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans la mesure où selon un rapport publié par

le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Haut Commissariat des Droits de l'Homme (HCDH), les gangs font usage de **violences sexuelles** (VGB) pour perturber la vie des individus et des communautés lors du franchissement des lignes de front⁴. Un quart (3/12) des IC des organisations de femmes (OF) ont rapporté que beaucoup de femmes vivent avec un **handicap** ou sont veuves suites à un incident de sécurité (meurtre, balle perdue et autres) et presque la moitié des ICs des OF (5/12) ont rapporté que certaines femmes **ont recours à la prostitution** comme activité génératrice de revenu. L'augmentation des cas de VGB est aussi liée de manière indirecte à l'insécurité : 3 IC des OF ont rapporté que le ralentissement des activités économiques et les confinements peuvent conduire à des incidents de **violences domestiques** dans certains ménages.

CRISE DU CARBURANT

8/36 IC ont rapporté que la pénurie du carburant a causé un appauvrissement général de la population en lien avec une baisse du pouvoir d'achat.

La crise du carburant est en lien étroit avec la crise sécuritaire et a été exacerbée par le blocage du terminal de Varreux, principal point d'entrée du pays pour le carburant, par le groupement de gangs armés « G9 » pendant les mois de septembre et octobre⁵. Presque la moitié des IC (15/36) ont rapporté que l'économie est ralentie, voire bloquée à cause de la pénurie de carburant et cela résulte dans une **forte baisse du pouvoir d'achat** et un appauvrissement des habitants des trois communes. Presque un quart des IC (8/36) rapportent des problèmes de sécurité alimentaire qui se reflètent dans les résultats de l'enquête de l'IPC qui situe 4 % des ménages de Cité-Soleil en phase 4 (situation d'urgence)⁶. La crise touche particulièrement le secteur du transport : presque la moitié des IC des OF (5/12) ont rapporté des restrictions de mouvement et un tiers des IC des OCB (4/12) ont rapporté que la situation crée **des tensions et conflits** auprès des chauffeurs. La paralysie des transports combinée à la baisse du pouvoir d'achat affecte **l'accès aux services de base** : la moitié des IC des OCB (6/12) ont rapporté que l'accès à l'éducation pour les enfants est fortement limité et 7 IC sur 12 ont rapporté que les habitants n'arrivent plus à accéder à l'eau, la nourriture ou aux soins de santé.

ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA

19/36 IC ont rapporté que leur communauté a été touchée par l'épidémie de choléra.

Depuis la résurgence du choléra le 2 octobre 2022 jusqu'au 3 mars 2023, il y a eu respectivement 113, 161 et 198 cas confirmés à Carrefour, Cité-Soleil et Delmas et le groupe de population le plus touché est celui des enfants de 1 à 4 ans⁷. Presque la totalité (10/12) des IC des organisations de femmes (OF) et plus de la moitié (7/12) des IC des organisations sociales communautaires (OSC) ont rapporté que **leur commune a été touchée par l'épidémie de choléra**. En ce qui concerne le secteur économique (SE), uniquement 2 IC sur 12 ont rapporté que leur communauté avait été touchée par l'épidémie de choléra (1 à Cité-Soleil et 1 à Carrefour). La moitié des IC (6/12) du SE ont rapporté que leur communauté n'avait pas été affectée par l'épidémie de choléra ou qu'**ils ne savaient pas si le choléra existe** et s'il a un impact sur la vie des habitants de la communauté⁸.

ASSISTANCE HUMANITAIRE

% de ménages ayant reçu une assistance humanitaire¹

Au cours des 12 mois précédant la collecte de données quantitatives

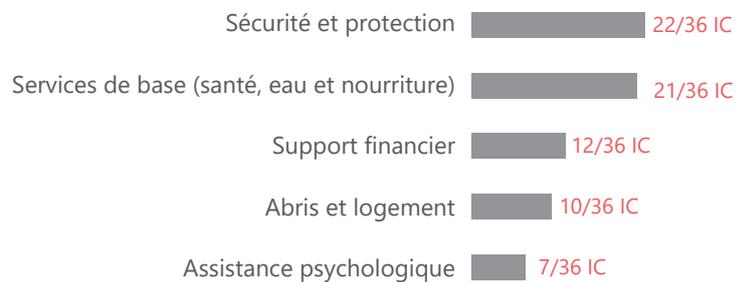
	Carrefour	Cité-Soleil	Delmas
Non	97%	97%	99%
Ne sait pas	0%	0%	0%
Préfère ne pas répondre	0%	0%	0%
Oui, moins d'1 mois	1%	2%	0%
Oui, 1 mois à moins de 3 mois	1%	1%	0%
Plus de 6 mois	1%	0%	1%

Selon le composant quantitatif de la MSNA (collectées avant la collecte de données qualitatives) à Carrefour, Delmas et Cité-Soleil respectivement 92%, 62% et 17% des ménages ont rapporté ne pas avoir connaissance de la présence de travailleurs humanitaires dans leur zone. Plus de la moitié des IC (21/36) ont rapporté que les habitants des communes **n'ont pas connaissance des différents types d'assistance humanitaire disponible** en cas de besoin (6 à Carrefour, 5 à Delmas et 10 à Cité-Soleil). La moitié (6/12) des IC des OCB ont rapporté que le triple choc a causé une réduction du niveau d'accès à l'assistance humanitaire, notamment en santé et nourriture. 7 sur 12 IC du SE ont également rapporté une réduction dans l'accès aux activités de transfert monétaire qui permettaient de soutenir l'économie. Un tiers (4/12) des IC des OF ont rapporté que l'assistance humanitaire a diminué et que, certaines activités, comme les distributions de kits sanitaires par la mairie, se sont même arrêtées.

BESOINS PRIORITAIRES

Selon les données quantitatives de la MSNA (collectées avant le triple choc) à Carrefour, Delmas et Cité-Soleil les besoins prioritaires rapportés par les ménages étaient respectivement l'aide aux moyens de subsistance (58%), les abris (64%) et l'assistance alimentaire (57%). Suite au triple choc, l'accès aux services de base reste une priorité pour les habitants des 3 communes selon la plupart des IC. Cela dit, **protection** comme besoin prioritaire et 7 IC ont rapporté **l'assistance psychologique** comme besoin prioritaire. Tous les IC des organisations des femmes (12/12) ont rapporté **l'accès aux services de base** (santé, eau et nourriture) comme besoin prioritaire.

Top 5 des besoins prioritaires - Nombre d'IC (informateurs clés) ayant rapporté chaque besoin prioritaire:



CONSULTATIONS DE LA POPULATION

Nombre d'ICs qui ont rapporté que les habitants de la commune ayant bénéficié d'une aide au cours des 4 mois précédant la collecte de données n'ont pas été consultés vis-à-vis de la modalité d'assistance à fournir.

À Carrefour, Cité-Soleil et Delmas respectivement 5, 4 et 2 IC sur 12 ont rapporté que les habitants de la commune ayant bénéficié d'une aide au cours des 4 mois précédant la collecte de données **n'ont pas été consultés vis-à-vis de la modalité d'assistance à fournir**.

16/36 IC ont rapporté que les habitants de leurs communes ayant bénéficié d'une aide ont été consultés sur les modalités d'assistance à fournir.

8/36 IC ont rapporté ne pas savoir si les habitants ayant bénéficié d'une aide ont été consultés ou pas sur les modalités d'assistance à fournir.

11/36 IC ont rapporté que les habitants de leurs communes ayant bénéficié d'une aide n'ont pas été consultés sur les modalités d'assistance à fournir.

1/36 IC a rapporté qu'il n'y a pas eu d'assistance durant les quatre mois précédant la collecte.

RECOMMANDATIONS

1. Prendre en compte les **besoins prioritaires** exprimés par les populations et des différents groupes de population dans la programmation des interventions afin de fournir des réponses qui englobent des éléments de **protection et de soutien médical et psychologique** visant à **renforcer la capacité des ménages** à faire face à la crise sécuritaire.
2. Introduire des indicateurs liés à la **santé mentale et à l'accès aux services de soutien psychologique** dans les évaluations conduites au sein des zones contrôlées par les groupes armés afin de mieux **informer la réponse des acteurs** qui interviennent au niveau de ces zones.
3. **Établir des mécanismes de contrôle et de suivi** afin de s'assurer que l'assistance humanitaire arrive à **destination des populations les plus vulnérables** dans les zones contrôlées par les gangs armés.

LIMITES DE LA RECHERCHE

Le concept de "redevabilité" est méconnu des populations car **il n'existe pas d'équivalent en Créole pour le mot "redevabilité"**. La traduction littérale "redevabilité" a été utilisée dans le questionnaire étant donné la ressemblance qu'il y a entre le champ lexical français et créole. Lors des entretiens, les enquêteurs ont rencontré des difficultés avec les questions dans lesquelles le concept est utilisé. De ce fait, les enquêteurs ont dû expliquer aux répondants que la redevabilité est le fait que les organisations humanitaires ont des comptes à rendre aux populations auxquelles l'assistance est destinée sur les mécanismes de ciblage, de partage d'information sur l'aide ou l'assistance. À cet effet, l'un des équivalents les plus proches est le terme "rann kont" qui signifie rendre des comptes. Cela dit, les entretiens réalisés avec les ICs des organisations de femmes (qui étaient toutes des femmes) se sont déroulés de manière plus fluide et les femmes ont montré une meilleure compréhension des mécanismes liés à l'assistance humanitaire. La notion de mécanisme de retour d'information et de gestion de plaintes a posé beaucoup moins de difficultés aux IC et les populations comprennent mieux ces notions.

APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE

Cette évaluation constitue le volet qualitatif de l'Évaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA) conduite par REACH en 2022 pour informer le Cycle de programmation humanitaire (HPC) de 2023 en Haïti. L'objectif général de l'évaluation était de comprendre l'évolution de l'accès à l'assistance humanitaire et des besoins des populations, au cours des 4 mois précédant la collecte de données, au regard du triple choc (crise du carburant, résurgence du choléra et insécurité) dans trois communes de la Zone Métropolitaine de Port-

au-Prince (Carrefour, Delmas et Cité-Soleil). La collecte de données a eu lieu du 28 novembre au 6 décembre 2022 et a été conduite en se basant sur un questionnaire semi-structuré auprès d'informateurs clés (IC). Au total 36 IC ont été interrogés, soit 12 IC représentant(e)s de groupes de femmes, 12 IC représentant(e)s du secteur économique et 12 représentants(e)s d'Organisation Communautaire de Base (OCB). 18 IC ont été choisis au sein de listes de partenaires et les 18 autres ont été sélectionnés selon la méthode de boule de neige. Les entretiens ont été réalisés à distance par téléphone pour des raisons sécuritaires.

NOTES

PAGE 1

¹ Il s'agit des [données quantitative de la MSNA de 2022](#). Ces données ont été collectées entre le 9 août et le 13 septembre 2022.

² [OCHA, 10/2022, Haïti : Situation humanitaire et choléra – Flash Update # 1](#)

³ Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Sitrep_cholera_03_Mars_2023.pdf

⁴ IPC, Septembre 2022-Juin 2023. Haïti: Analyse de l'insécurité alimentaire aigüe. <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-analyse-ipc-de-linsecurite-alimentaire-aigue-snapshot-septembre-2022-juin-2023>.

⁵ <https://reach-info.org/hti/msna2022/fr/>.

PAGE 2

¹ Organisations des Nations Unies (ONU). <https://news.un.org/fr/story/2022/06/1121922>.

² Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), Haut-Commissariat des Droits de l'Homme (HCDH), octobre 2022. Consultez ce lien pour plus d'infos sur la violence basée sur le genre à Port-au-Prince. <https://reliefweb.int/report/haïti/la-population-de-cite-soleil-en-prole-aux-gangs-rapport-denquete-sur-les-abus-des-droits-de-lhomme-commis-par-les-gangs-dans-la-zone-de-brooklyn-de-juillet-decembre-2022>.

³ Le secteur économique est constitué de 12 IC, comme les 2 autres types d'IC. Chaque type d'IC est constitué de 12 IC. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-Report-on-Sexual-Violence-haiti-fr.pdf>.

⁴ Consultez ce lien pour de plus amples infos sur le blocage du terminal de Varreux. <https://www.haitilibre.com/article-38089-haiti-varreux-reprise-de-la-livraison-du-carburant-precisions-importantes.html>.

⁵ Avant l'assistance alimentaire qui a touché 30% de la population, 5% de la population de Cité-Soleil situait la population en phase 5 de l'IPC (Catastrophe). consultez le lien suivant. <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-analyse-ipc-de-linsecurite-alimentaire-aigue-snapshot-septembre-2022-juin-2023>.

⁶ Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Sitrep_cholera_03_Mars_2023.pdf.

⁸ Rooted in trust fait une analyse sur les croyances sur le choléra: https://us13.mailchimp.com/mctx/ clicks?url=https%3A%2F%2Fmusercontent.com%2Fa1d9b3db21292d1dc888d68a8%2Ffiles%2Fc20e7448-6fe0-defb-f551-7a23c42b1710%2FHaïti_Bulletin_Humanitaire_1_Janvier_2023_1.

PAGE 3

¹ Ces données ont été collectées entre le 9 août 2022 et le 13 septembre 2022. <https://reach-info.org/hti/msna2022/fr/>.

AU SUJET DE REACH

REACH Initiative facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs humanitaires à prendre des décisions basées sur des données dans les contextes d'urgence, de redressement et de développement. Les méthodes utilisées par REACH comprennent la collecte de données primaires et l'analyse approfondie, et toutes les activités sont menées par le biais de mécanismes inter-agences de coordination de l'aide humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).